



**Erika Schnyder, syndique
Commune de Villars-sur-Glâne
1752 Villars-sur-Glâne**

**Le mot de la syndique
(Cinquante-cinquième billet, mai 2018)**

Chères et Chers habitants de la Commune,

Depuis quelques semaines, une vague d'actes d'incivilité frappe notre commune. En voici quelques exemples, non exhaustifs : la destruction du mobilier forestier du Bois de Mon Cœur, par des crétins, aux fins d'utiliser le bois pour griller leur barbecue ; la recrudescence des dégâts sur les immeubles ; l'incendie des bus scolaires et des poubelles à Villars-Vert ; les projectiles jetés contre les fenêtres de la direction et celles des enseignants de l'école de ce quartier, ainsi que les diverses déprédations du matériel communal. Outre ces actes de vandalisme, on déplore aussi des comportements provocateurs ou d'agression de jeunes ou de moins jeunes à l'égard des citoyens dans certains quartiers, tels les intimidations à l'encontre des dames qui se rendent à la gym, le soir, par des jeunes crâneurs, ainsi que des actes bien plus graves de racket par des ados sur des plus jeunes. Avec l'arrivée de l'été, les fêtes et pique-niques à l'extérieur offrent aussi leur lot de déchets et d'individus avinés dont le comportement frise parfois le code pénal.

A cela s'ajoutent encore les poubelles sauvages déposées autour des déchetteries de quartier, voire les tas d'immondices laissés ci et là dans la rue, les parcs et les forêts. Ce phénomène, que toutes les agglomérations connaissent, porte un nom : le « littering ». Je reçois de plus en plus de plaintes, émanant de citoyens, au sujet de dépôts sauvages d'ordures et d'objets divers, un peu partout, y compris sur le domaine privé. Une personne m'a même fait part d'une mésaventure qui lui est arrivée, alors qu'elle est, par hasard, tombée sur un quidam qui déposait un sac contenant des ordures devant un conteneur à bouteilles et, quand elle lui a fait remarquer que ce n'était pas des manières, s'est fait menacer de se faire, je cite, « casser la gueule » ! Elle a, bien entendu, préféré battre en retraite, choquée, et avec un sentiment d'impuissance et de frustration.

Certes ce n'est pas uniquement chez nous que l'on se heurte à ces constats et dans certains Etats, ces comportements sont encore plus graves. Les villes, depuis longtemps confrontées à ces questions, ont mis en place des mesures, malheureusement pas toujours efficaces. Certaines ont même introduit des sanctions qui se veulent dissuasives. Ainsi, à Singapour, par exemple, le simple fait de jeter un papier par terre est passible d'une amende de l'ordre de deux mille francs suisses et les coordonnées du coupable sont recueillies; en cas de récidive, l'amende double et une troisième infraction du même type conduit droit en prison ! Et les sanctions augmentent en fonction de l'importance du littering. Si l'intéressé n'a pas les moyens financiers de s'acquitter de l'amende, il est astreint à des travaux d'intérêt général de nettoyage de rues et de déchetteries, avec un uniforme indiquant son forfait. Sans arriver à de telles extrémités, d'autres cités ont fortement augmenté les amendes ou les sanctions sous forme de travaux d'utilité publique.

Le Conseil communal est évidemment conscient de ces phénomènes. Il adopte une attitude de tolérance zéro face à ces faits et, lorsque les auteurs sont connus, prend toutes les mesures qui s'imposent. Lorsqu'il

s'agit de jeunes, il opte toujours pour une sanction sous forme de travail d'intérêt général, outre la réparation du dommage, si c'est le cas. Mais il n'est pas toujours aisé de trouver les coupables. D'autre part, les moyens sont nettement insuffisants pour surveiller efficacement l'ensemble du territoire de la Commune. Tant la Police cantonale de proximité que la Police intercommunale effectuent des rondes partout et surtout dans les points « chauds » de la commune. Des Securitas sont aussi sollicités aux fins de surveillance et de prévention, des caméras ont été installées aux abords des écoles, avec l'accord de la Préfecture (car il faut savoir qu'il est de plus en plus difficile de recourir à la vidéosurveillance et qu'une autorisation officielle est nécessaire, après moult démarches), un programme de prévention de rue à l'égard des jeunes et des adolescents est mis en place par mandat donné à l'Association Reper et des interventions sont effectuées auprès des régies d'immeuble. Les services de la voirie de la commune ouvrent systématiquement tout sac non-conforme afin de voir s'il est possible d'identifier le coupable et de l'amender en conséquence. Le Conseil communal a aussi créé un programme spécifique d'emploi pour les chômeurs en fin de droit, qui parcourent la commune pour ramasser les déchets et nettoyer les rues.

C'est quand même bien triste de devoir en arriver à ce stade, où les employés de la commune doivent jouer aux éboueurs-détectives et où des chômeurs en fin de droit fassent office de nettoyeurs publics, même s'ils sont heureux de rendre ce service à la collectivité et qu'ils le font avec conscience. Or, de nos jours, plus personne ne respecte rien et, alors que l'on vit dans une société où le « politiquement correct » nous est rappelé à chaque instant, l'élémentaire éducation se perd. Dans ma prime jeunesse, on ne jetait pas de papier ou de mégot par terre, on se levait dans le bus pour céder sa place à une personne plus âgée ou à une femme enceinte, on respectait le mobilier urbain, on avait de la déférence pour les enseignants, les fonctions et les positions sociales. De nos jours, non seulement les bonnes manières se perdent, mais c'est devenu même un sport national de bousculer les autres pour passer devant, ravir la meilleure place ou encore se servir en premier. Et je ne parle même pas des tenues vestimentaires déplorables, qu'arborent certains lorsqu'ils sont dans des situations qui auraient requis davantage de considération, histoire d'éviter de paraître « ultra-réac », voire dépassée.

Cela dit, même si la collectivité publique fait et continuera à faire tout son possible pour lutter contre toutes ces nuisances, afin de maintenir la bonne qualité de vie de la Commune, il est du devoir de chaque citoyen de mettre du sien pour contribuer à la propreté et à sensibiliser ses enfants et son entourage au respect de la nature, de l'environnement et des règles élémentaires d'une vie sociale agréable et conviviale.

Erika Schnyder, syndique